

COMMUNE DE GRAVELINES



# Rapport d'Orientation Budgétaire 2021

---

Une étape importante dans le cycle budgétaire annuel des  
collectivités locales

03/11/2020

## Sommaire

<b>Préambule :</b>	<b>3</b>
<b>I. Le Budget Principal</b>	<b>4</b>
A. Le contexte économique	4
a) Situation internationale et nationale	4
b) Loi de Finances pour 2021	4
B. Les orientations budgétaires	6
a) Analyse rétrospective 2013 – 2019	6
b) Les Orientations pour 2021	12
C. Les Ressources Humaines	16
a) Structure des Effectifs	16
b) Les Dépenses de personnel	16
c) La Durée effective du travail	17
d) Evolution prévisionnelle des effectifs et dépenses de personnel	17
<b>II. Le Budget Annexe "Chalet d'Entremont"</b>	<b>18</b>
A. Les orientations budgétaires pour 2021	19
a) La section de fonctionnement	19
b) La section d'investissement	20

## Préambule :

Depuis la loi « Administration Territoriale de la République » (ATR) du 6 Février 1992, la tenue d'un Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) s'impose aux communes et plus généralement aux collectivités dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif. Première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités locales, le DOB est un document essentiel qui permet de rendre compte de la gestion de la Ville (analyse rétrospective).

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dit loi « NOTRe », publiée au journal officiel du 8 Août 2015 a voulu accentuer l'information des conseillers municipaux.

Aussi, dorénavant, le DOB s'effectue sur la base d'un rapport élaboré par le Maire et ses collaborateurs sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, l'évolution des taux de fiscalité locale ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. L'information est même renforcée dans les communes de plus de 10.000 habitants puisque le ROB doit, en outre, comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses (analyse prospective) et des effectifs ainsi que préciser notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel.

Le ROB n'est pas qu'un document interne : il doit être transmis au Préfet du Département et au Président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre mais aussi faire l'objet d'une publication conformément au décret n° 2016-841 du 24 Juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du ROB.

Le Débat d'Orientation Budgétaire doit permettre au Conseil Municipal de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affectées dans le budget primitif voire au-delà pour certains programmes lourds. Mais ce doit être aussi l'occasion d'informer les Conseillers Municipaux sur l'évolution financière de la Collectivité en tenant compte des projets communaux et des évolutions conjoncturelles et structurelles qui influent sur nos capacités de financement.

Le Budget Primitif 2021 devra répondre au mieux aux préoccupations de la population gravelinoise, tout en intégrant le contexte économique national, les orientations définies par le Gouvernement dans le cadre du projet de loi de Finances pour 2021, ainsi que la situation financière locale.

## I. Le Budget Principal

### A. Le contexte économique

#### a. Situation internationale et nationale

*Une croissance française forte en 2021 à +8% après une année 2020 en net recul (-10%) en raison de la crise du coronavirus*

Compte-tenu des grandes incertitudes et des défis considérables que la pandémie de Covid-19 impose à l'économie mondiale, il est très difficile de projeter une perspective macroéconomique de la situation mondiale pour 2020 et 2021.

Dans le scénario « optimiste » du FMI et de la Commission Européenne du 6 mai 2020, les prévisions prévoient une contraction record de -7.5% de l'économie de l'UE en 2020 puis une croissance de 6% en 2021. Mais attention, une pandémie plus grave et plus durable pourrait entraîner une chute du PIB bien plus importante.

Pour la France, une récession de -10% du PIB est attendue pour 2020 et un déficit public de 10.2%. L'impact de cette crise d'une ampleur inédite a conduit au déploiement de nombreuses mesures d'urgence dès 2020 soit plus de 470 Md€ dans le but d'une reprise d'activité rapide dès 2021. Puis intervient, le plan « France Relance », avec une aide de 100 Md€ dont 40 Md€ de contributions européennes.

Le plan de relance vise un rebond de l'économie française dès 2021 avec une croissance forte (+8%) qui lui permettrait de retrouver dès 2022 son niveau de prospérité d'avant-crise.

#### b. Loi de Finances pour 2021

##### La poursuite d'une logique partenariale avec les collectivités locales

Comme l'indique l'article 13 de la LPFP 2018-2022 : « *Les collectivités territoriales contribuent à l'effort de réduction du déficit public et de maîtrise de la dépense publique, selon des modalités à l'élaboration desquelles elles sont associées* ».

Le PLF pour 2021 confirme le souhait du gouvernement de reprendre les contrats de Cahors dont l'adage est le suivant : « la maîtrise attendue des dépenses de fonctionnement par les collectivités permet de favoriser l'investissement ».

A ce jour, 321 collectivités dont les Dépenses Réelles de Fonctionnement (DRF) du budget principal sont supérieures à 60M€ entrent dans le champ de la contractualisation. Pour autant, toutes les collectivités sont concernées puisque l'article 13 précise également que même sans l'obligation de contractualiser avec l'Etat, les communes de plus de 3 500 habitants doivent présenter dans le débat d'orientation budgétaire des objectifs qui suivent la trajectoire nationale :

- ✓ Un objectif d'évolution annuelle des dépenses de fonctionnement de +1.2% ;
- ✓ Un objectif d'amélioration du besoin de financement.

Par une maîtrise des dépenses de fonctionnement et en introduisant un dispositif d'encadrement du ratio d'endettement, l'Etat entend optimiser le niveau d'autofinancement des collectivités territoriales et s'assurer de la soutenabilité financière du recours à l'emprunt par les collectivités.

## Les principales mesures budgétaires et fiscales de la Loi de Finances pour 2021

### ◆ Choisir une croissance verte

- ✓ La priorité du Gouvernement est donnée à la rénovation énergétique des logements avec le dispositif « MaPrimRénov » mais également à la rénovation énergétique des bâtiments publics et privés ;
  - Le plan de relance consacre 4 Md€ à la rénovation énergétique dont 1Md€ au bloc communal.
- ✓ Favoriser la mobilité verte par l'achat de véhicules propres et le développement des énergies renouvelables dans les transports ;
- ✓ Accélération du plan vélo ; soutien à l'économie circulaire ; ....

Présenté en même temps que le PLF pour 2021, le Gouvernement dévoile le premier « budget vert », une première mondiale. Ceci sous-entend une nouvelle classification des dépenses (budgétaires comme fiscales) en fonction de leur impact sur l'environnement et une identification des ressources publiques à caractère environnemental, permettant d'évaluer la comptabilité du budget aux engagements de la France, en particulier l'accord de Paris.

### ◆ Renforcer la compétitivité

- ✓ Baisse des impôts de production : la Contribution Economique Territoriale (CET) composée de la Cotisation Foncière des Entreprises et de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) et la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties ;

Cette baisse bénéficiera aux entreprises industrielles et facilitera la croissance des PME et ETI, principales sources de créations d'emplois dans les territoires ;

➔ Pour le bloc communal, le Gouvernement prévoit une compensation intégrale et dynamique de impôts de production.
- ✓ Soutien à l'export ;
- ✓ Renforcement des fonds propres et financement des entreprises ; ....

### ◆ Soutenir l'emploi et les compétences et garantir la cohésion sociale et territoriale

- ✓ Activité partielle de droit commun ou de longue durée dont l'objectif est de donner une meilleure visibilité aux salariés et aux employeurs et ainsi prévenir les licenciements économiques ;
- ✓ L'aide aux employeurs de contrats de professionnalisation et d'apprentissage
  - ➔ Le coût total de ces aides est de 2 Md€, dont 1.4 Md€ en 2021, correspondant à l'embauche de 283 000 apprentis et 110 000 contrats de professionnalisation.
- ✓ L'aide à l'embauche des jeunes de moins de 26 ans (attribuée aux entreprises quels que soient leur taille) ; ....

### ◆ Poursuivre la mise en œuvre des priorités du quinquennat

- ✓ Réarmer les missions régaliennes et stratégiques de l'Etat par un renforcement de la justice de proximité ; par une refonte et une revalorisation du métier d'enseignant ; par une lisibilité des moyens alloués à la recherche ; ...
- ✓ Transformer l'action publique en poursuivant la suppression des taxes à faible rendement ; en stabilisant les effectifs de l'Etat et de ses opérateurs ; ....

## B. Les orientations budgétaires

### a. Analyse rétrospective 2013 – 2019

#### ⇒ Les recettes réelles de fonctionnement :

RECETTES Réelles de Fonctionnement ( en €)	CA 2013	CA 2015	CA 2017	CA 2019
<b>TOTAL des RRF</b>	<b>59 142 381</b>	<b>58 804 816</b>	<b>59 041 599</b>	<b>59 482 770</b>
Produits des services - chapitre 70	917 906	1 645 189	1 787 611	1 900 221
Fiscalité propre - cpte 73111, 7318, FNGIR	15 854 627	16 117 493	17 654 534	18 357 843
FPIC - compte 7325	30 954	62 826	—	—
TCFE	—	282 311	271 039	250 314.47
Fiscalité reversée - AC	32 390 996	32 390 996	31 855 430	31 836 230
Fiscalité reversée - DSC	5 817 011	5 593 025	4 423 003	4 463 863
Concours financiers de l'Etat - chapitre 74	1 982 761	1 053 401	676 599	579 430
Dont DGF	1 189 097	0	0	0
<b>Evolution en % des RRF</b>	<b>+0.58%</b>			

Évolution 2013-2019 des recettes de fonctionnement : +0.58% ou +340 389 €  
(Ou -0.20% hors chapitre 77)

- ❖ Pour 2019, le dynamisme des ventes de produits et de services se confirment autour des animations du patrimoine, des activités de la saison estivale ainsi que des prestations proposées par nos équipements sportifs. En effet, la Base Nautique, le Centre Equestre et le PAarc présentent une hausse cumulée des recettes de 16.08% ou +69 000 € sur la période 2013-2019.
  - Au chapitre 70 – l'évolution 2013-2019 hors coût de la mise à disposition de personnel aux associations est de +21.87% ou +200 731 €.
- ❖ L'évolution du Produit de la Fiscalité Locale a augmenté de +13.07% entre 2013 et 2019, une hausse qui s'explique par les variations nominales des bases d'impositions prévues par les lois de finances ainsi que de nouvelles constructions, et non du fait de l'exécutif municipal, puisque les taux d'imposition restent inchangés depuis 2001.

#### ↪ Evolution des bases entre 2013 et 2019 selon l'état 1288 M :

Impôts locaux	Bases 2013	Bases 2015	Bases 2017	Bases 2019	Evolution 2013-2019 en %
TH	7 103 361	7 466 986	7 419 913	7 466 359	+5.11%
TFPB	48 963 978	50 510 099	55 223 496	57 438 186	+17.31%
TFPNB	91 695	95 530	86 570	86 963	-5.16%
<b>Total</b>	<b>56 159 034</b>	<b>58 072 615</b>	<b>62 729 979</b>	<b>64 991 508</b>	<b>+15.73%</b>

#### ↪ Rappel des taux d'imposition votés et inchangés depuis 2001 :

Taux d'imposition	TH	TFPB	TFPNB
Période 2001-2015	24.15%	28.56%	81%

⇒ Il est à rappeler également que la commune de Gravelines a une politique d'abattement votée au maximum, assez exceptionnel pour les communes de 10 à 20 000 habitants :

- Abattement général à la base (*facultatif*) : 15%
- Abattement pour charges de famille (*obligatoire*) :
  - Personne des deux 1<sup>ers</sup> rangs : 20%
  - Personne à partir du 3<sup>ème</sup> rang : 25%
- Abattement spécial à la base (*facultatif*) : 15%

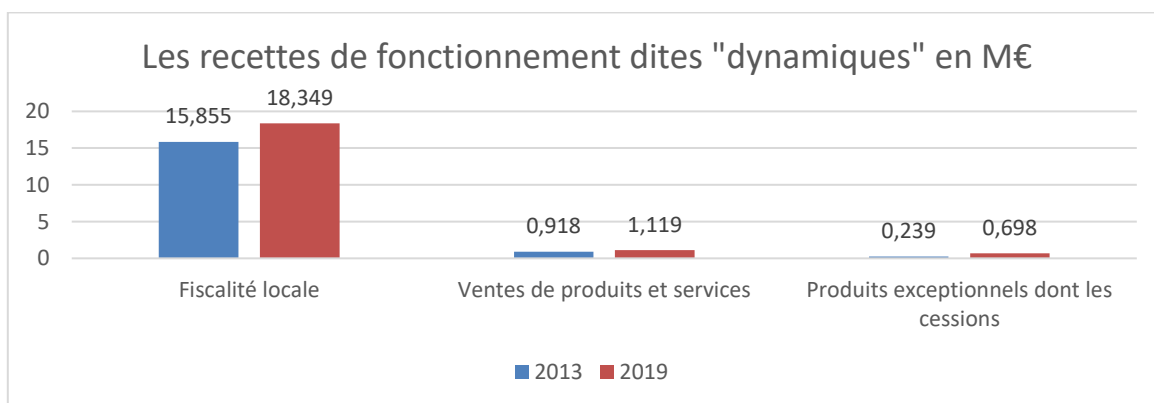
- Abattement spécial handicapé (*facultatif*) : ce taux passe à 20% soit son maximum à compter de 2019.
- ❖ La fiscalité reversée par la Communauté Urbaine de Dunkerque reste à la baisse depuis 2015 puisque chaque année :
  - La DSC est diminuée du montant du FPIC (une péréquation horizontale en constante augmentation) ;
  - L'Attribution de Compensation est quant à elle restée à l'identique sur la période 2013-2016 mais connaît une légère baisse en 2017 et 2018 du fait du transfert de la compétence tourisme vers l'EPCI.
- ❖ Depuis la loi de Finances pour 2015 et son scénario d'assainissement des finances publiques à hauteur de 50 Md€, notre DGF est nulle et nous subissons un prélèvement pérennisé sur notre fiscalité à hauteur de 1 544 369 €.

⇒ La diminution des dotations et participations de l'Etat est très significative pour notre commune. Nous passons d'une DGF de 1 189 097 € en 2013 à 0 € en 2018 (-100%), et des Allocations Compensatrices qui passent de 366 644 € en 2013 à 240 683 € en 2019 (soit -125 961 €).

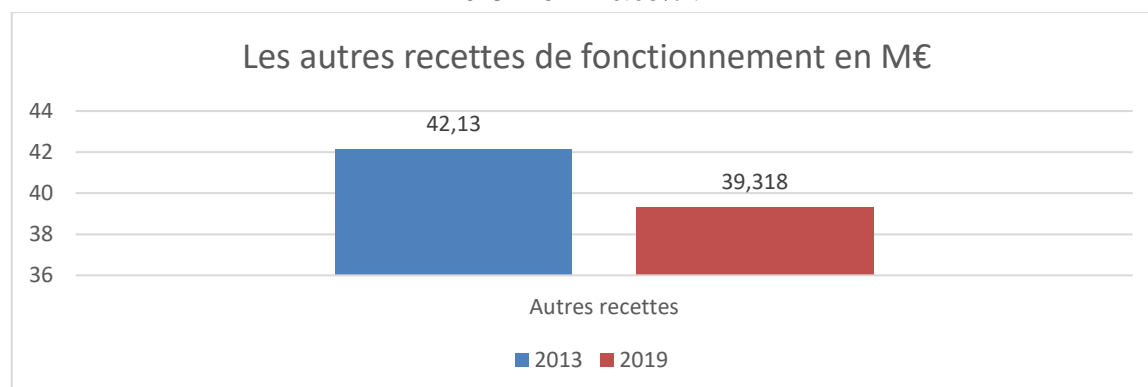
➔ Evolution du Chapitre 74 sur la période 2013–2019 :

Chapitre 74	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Ecart 2013-2019 en €
DGF	1 189 097 €	772 409 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-1 189 097 €
Allocations compensatrices	366 644 €	314 231 €	289 925 €	220 036 €	243 977 €	229 343 €	240 683 €	-125 961 €

Pour conclure sur les recettes de fonctionnement sur la période 2013-2019, il est important de mentionner que la seule dynamique pour la commune de Gravelines reste l'évolution des bases d'imposition sans pour autant minimiser le dynamisme des ventes de produits et services ainsi que des produits exceptionnels.



Les autres recettes sont en baisse de 2.813 M€ ou -6.68% :





⇒ **Des dépenses réelles de fonctionnement très contenues :**

<b>DEPENSES Réelles de Fonctionnement (en €)</b>	<b>CA 2013</b>	<b>CA 2015</b>	<b>CA 2017</b>	<b>CA 2019</b>
<b>TOTAL des DRF</b>	<b>53 483 825</b>	<b>54 819 457</b>	<b>54 088 730</b>	<b>54 811 200</b>
Charges à caractère général - chapitre 011	10 150 941	8 728 496	8 457 008	8 516 056
Charges de personnel - chapitre 012	23 762 214	25 717 936	26 508 168	26 758 391
FPIC - chapitre 014	364 214	750 173	0	0
Contrib. au redressement des finances publiques	—	—	<b>1 544 369</b>	<b>1 544 369</b>
Autres charges de gestion courante - chapitre 65	11 861 296	11 319 908	9 954 567	10 049 327
Charges financières - chapitre 66	741 988	653 475	501 655	419 389
Charges exceptionnelles - chapitre 67	3 676 818	4 723 086	4 196 580	4 575 053
<b>Evolution en % des DRF</b>				<b>+2.48 %</b>

Évolution 2013-2019 des dépenses de fonctionnement : +2.48% ou +1 327 375 €

- ❖ Des charges à caractère général stabilisées autour de 8.5 M€ :
  - Le chapitre 011 a diminué de 16% entre 2013 et 2019, ce qui démontre l'effort entrepris par la Collectivité afin de diminuer ses dépenses courantes sans altérer les services proposés à la population. Il y a eu un véritable travail au sein de chaque Direction avec l'exécutif municipal, afin de dépenser « mieux ». Grâce à l'analyse analytique des dépenses, le coût de chaque activité ou prestation peut être identifié et des économies peuvent être réalisées sans modifier la qualité du service proposé.
- ❖ Une montée en puissance du Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) :
  - Depuis 2017, le FPIC est déduit de notre DSC. Entre 2013 et 2019, la contribution au FPIC a augmenté de **+802 357 €** soit une inflation de **+220%**. Notre Commune jugée « aisée » et appartenant à un EPCI lui-même jugé « très aisé », est fortement impactée par cette péréquation horizontale dont l'objectif honorable est une entraide entre intercommunalités. Toutefois, cette nouvelle péréquation mise en œuvre dès 2012 grève fortement le budget de notre Commune, qui constatait auparavant annuellement une évolution positive de ses revenus.
- ❖ Avec la LFi 2015, la commune est devenue contributrice au redressement des finances publiques (CRFP) de l'État à hauteur de 1.033 M€ en 2016 puis 1,544 M€ en 2017. Notre CRFP devrait rester figée au niveau de 2017 et notre DGF resterait « nulle ».
- ❖ Un effort participatif de nos satellites et grosses structures associatives pour une maîtrise de nos dépenses :
  - Nous constatons une baisse de 15% de nos dépenses inscrites au chapitre 65 entre 2013 et 2019 qui s'explique par un effort demandé à nos satellites et grosses structures associatives à qui nous avons dressé le contexte économique national et ses conséquences locales.

**Evolution des participations et subventions entre 2013 et 2019 :**

<b>Dépenses en €</b>	<b>CA 2013</b>	<b>CA 2019</b>	<b>Evolution 2013-2019 en % et en €</b>	
Participation aux SIVOMs	2 990 557	1 318 912	-55.90%	-1 671 645
Subvention au CCAS, Foyer Logement Béguinage, Centre JB Rivière	1 983 932	2 217 932	+11.79%	+234 000
Subvention Atouts Ville	2 109 500	1 960 000	-7.09%	-149 500
Subvention AGIR	1 042 500	1 000 000	-4.08%	-42 500
Subvention BCM	475 000	371 000	-21.89%	-104 000
<b>Total</b>	<b>8 601 489</b>	<b>6 867 844</b>	<b>-20.16%</b>	<b>-1 733 645</b>



- ❖ La création du Budget Annexe « Chalet Entremont » au 1<sup>er</sup> janvier 2017 :
  - Le chapitre 67 a augmenté de 24% entre 2013 et 2019 qui s'explique notamment par le versement de la dotation de compensation des classes de neige versée du budget principal au budget annexe soit 241 k€ au titre de 2019 et une indemnisation de 40 k€ suite à la fermeture du chalet pour cause de légionnelle.
  - La subvention versée à la RGESL est restée en 2019 au même niveau que 2018 et a quant à elle, subi une hausse de +7.16% ou +255 800 € sur la période 2013-2019.

En conclusion sur les dépenses de fonctionnement et sans tenir compte du chapitre 012 qui sera abordé en troisième partie, nous pouvons constater une baisse des dépenses de fonctionnement de **-5.61%** ou **-1 668 802 €** entre 2013 et 2019. Cet effort porté par nos services municipaux mais aussi par nos associations et satellites, a permis à la collectivité de compenser la montée en puissance de la péréquation horizontale (le FPIC) et de la contribution au redressement des finances publiques.

### ⇒ L'état de la dette communale

S'agissant du stock de dette, le capital restant dû s'élevait à 19,755 M€ en 2013 contre 20,898 M€ en 2019. La commune a fait le choix de stabiliser l'encours de sa dette sur la période 2013-2019.

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Encours de la dette au 31/12	19 755 326	21 114 191	20 938 582	20 838 466	20 864 266	20 887 702	20 898 365
Montant emprunté	2.138 M€	4.400 M€	2.880 M€	2.800 M€	2.604 M€	2.600 M€	2.600 M€
Annuité en capital de la dette	3 002 311	3 041 135	3 055 609	2 900 116	2 578 200	2 576 564	2 589 337
Intérêts de la dette	741 988	687 383	653 475	563 041	501 655	455 991	419 389
Taux d'endettement (encours dette/RRF)	33.40%	35.79%	35.61%	35.46%	35.34%	35.35%	35.13%
Charge de la dette (annuité dette/RRF)	6.33%	6.32%	6.31%	4.93%	5.22%	5.13%	5.06%
Nombre d'années d'Epargne Brute nécessaires au remboursement de la dette	3.56	4.59	5.67	6.19	4.87	4.91	5.02

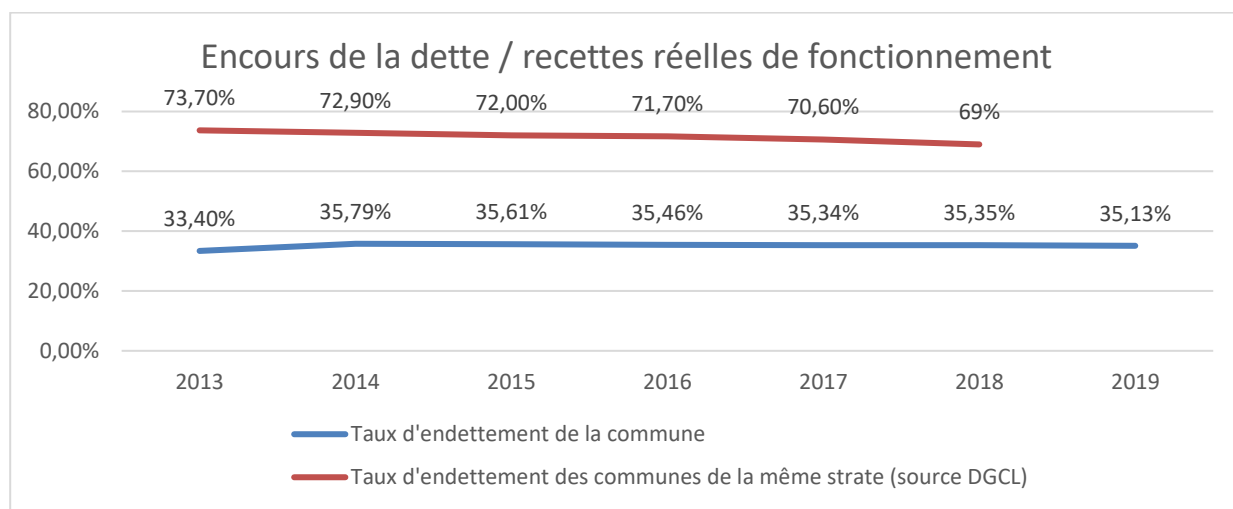
Pour rappel, sur la période 2000 - 2019, l'encours de la dette a diminué de 26.291 millions d'euros soit un désendettement à hauteur de 55,71%.

Dette au 31/12/2000 en millions d'euros	Dette du 31/12/2019 en millions d'euros
47,189	20,898

#### Au 31/12/2019 :

- ❖ Le taux moyen de la dette est estimé à 1.92% ;
- ❖ La dette, dont le risque global reste faible, est répartie de la manière suivante :
  - 100% sur un taux fixe (niveau 1A selon la Charte de Bonne Conduite « CBC ») ;
- ❖ La durée de vie résiduelle est de 10 ans et 9 mois et sa durée de vie moyenne est de 5 ans et 6 mois.

Evolution du taux d'endettement sur la période 2013-2019 :



### ⇒ L'Epargne Brute et l'Epargne Nette (CAF hors cessions) :

❖ L'évolution de l'épargne brute et de l'épargne nette sur la période 2013 - 2019 :

Epargne en €	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Evolution 2013-2019 en %
Epargne Brute	5 546 033	4 604 881	3 694 742	3 364 620	4 288 501	4 257 195	4 160 144	-25%
Epargne Nette	2 543 723	1 563 746	639 133	464 504	1 710 301	1 680 632	1 570 807	-38%

Au regard des comptes administratifs respectifs sur la période 2013-2019, la trajectoire financière reste saine malgré un contexte de plus en plus contraint. L'autofinancement dégagé permet toujours de faire face au remboursement du capital d'emprunt et d'entreprendre des projets d'investissement.

Epargne/habitant Année 2019	Ville Gravelines Population INSEE 2019 : 11 675 hab.
Epargne brute/hab.	356 €/hab.
Epargne nette/hab.	135 €/hab.

### ⇒ Les recettes d'investissement

Recettes Réelles d'Investissement en €	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
<b>TOTAL des RRI</b>	<b>7 482 287</b>	<b>10 134 507</b>	<b>7 019 096</b>	<b>6 749 649</b>	<b>5 673 286</b>	<b>6 550 657</b>	<b>7 138 103</b>
Excédents de fonctionnement capitalisés	4 786 331	4 548 692	2 830 469	2 770 070	2 360 680	3 250 100	3 308 161
FCTVA	385 908	741 913	647 910	865 022	456 139	521 882	542 151
Subventions	130 231	409 584	637 929	298 994	144 795	167 172	580 885
Emprunts	2 137 600	4 400 000	2 880 000	2 800 000	2 604 000	2 600 000	2 600 000
Remb. du capital prêts au personnel	34 585	29 570	22 069	15 562	13 626	11 503	8 815
Divers	7 631	4 748	—/—	—/—	94 046	—/—	98 091

Le montant de l'emprunt 2019 représente 36% des recettes d'investissement contre 29% en 2013.  
 L'autofinancement 2019 représente 46% des recettes d'investissement contre 64% en 2013.

### ⇒ Les dépenses d'investissement

La Commune a conduit un programme d'investissement conséquent sur la période 2013-2019 soit en moyenne 5.6 millions d'€/an.

	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
Dépenses d'équipements en €	6 695 590	7 496 230	4 536 540	4 378 774	5 249 955	4 818 406	6 155 236

Pour rappel, voici les principales dépenses d'investissement réalisées sur la période 2013-2019 :

N° programme	Libellé du programme	Total cumulé
<b>3781</b>	MATERIEL INFORMATIQUE	1 327 754.81
<b>405</b>	BAT A CARACTERE INDUSTRIEL ET CCIAL	1 596 829.23
<b>419</b>	TRVX ECLAIRAGE PUBLIC	2 430 702.24
<b>4191</b>	ILLUMINATIONS	197 813.35
<b>4201</b>	ACQ MOBILIER URBAIN	479 640.69
<b>4203</b>	TRVX TROTTOIRS & VOIRIE	1 247 561.09
<b>4291</b>	AMGT TERRAINS SPORTS	876 923.08
<b>431</b>	TRAVAUX HOTEL DE VILLE	759 278.26
<b>4331</b>	JARDIN DE LECTURE MEDIATHEQUE (2017-2019)	638 296.36
<b>459</b>	ACQUISITIONS FONCIERES	1 381 533.94
<b>460</b>	MATERIEL DE TRANSPORT	1 192 862.56
<b>507</b>	RESEAUX CABLES / FIBRE OPTIQUE	1 450 573.72
<b>5151</b>	AMGT PLACE CH. VALENTIN	436 269.82
<b>528</b>	ENSEIGNEMT 1ER DEGRE	1 450 388.49
<b>530</b>	RESTAURATION SCOLAIRE	424 000.13
<b>534</b>	MUSEE	591 000.36
<b>535</b>	RESTAUR. DES REMPARTS	1 242 902.21
<b>5351</b>	AMENAGEMENT PAYSAGER DES REMPARTS	1 651 306.10
<b>536</b>	RENOV. DES EGLISES	199 712.74
<b>537</b>	CTRE LOISIRS&CULT. ARSENAL	964 579.56
<b>5383</b>	ATOUTS VILLE	171 524.81
<b>539</b>	CENTRE NAUTIQUE	597 605.90
<b>5394</b>	MATERIELS SPORTIFS	596 654.89
<b>5395</b>	RENOV. EQUIPMTS SPORTIFS	929 375.72
<b>5396</b>	PISCINE MUNICIPALE	590 215.24
<b>5397</b>	TRAVAUX SPORTICA	2 746 251.18
<b>5401</b>	FERME GRAVELINOISE	918 604.14
<b>5404</b>	FERME DECARPENTRIE (2017-2019)	190 963.20
<b>5432</b>	AMGT PAYS. ESPACES VERTS	311 146.78
<b>5434</b>	CLOTURES DIVERSES	380 634.43
<b>549</b>	ENTRETIEN CHAUFFERIES	989 760.53
<b>550</b>	MAPI	636 860.09
<b>555</b>	TRAVAUX CENTRE ADMINISTRATIF	168 125.12
<b>5591</b>	CRECHE CALINOUS PT PIERRE	887 728.18
<b>561</b>	ITINERAIRES DEPLACEMENTS DOUX	283 524.10
<b>5680</b>	TENNIS COUVERTS	178 098.91
<b>5792</b>	TRVX ECONOMIE ENERGIE	2 592 528.87
<b>5795</b>	CREATION CABINET MEDICAL PFP	167 083.75
<b>5796</b>	CREATION CABINET MEDICAL HUTTES	144 934.89
<b>5797</b>	CHALET D'ENTREMONT (2017-2019)	151 572.36

## b. Les Orientations pour 2021

### ⇒ La section de fonctionnement

Le budget primitif 2021 est élaboré d'après le projet de loi de finances pour 2021 qui promet une relance économique au travers notamment de la baisse des impôts de production, c'est-à-dire de la taxe foncière, de la CFE et de la CVAE des établissements industriels. Cette baisse des impôts de production serait, d'après le PLF pour 2021, sans incidence pour les collectivités. Et pourtant des craintes subsistent, pour nous collectivité dite « industrielle », et si la dynamique des bases des impôts de production n'était pas compensée ...

Un fait certain, notre budget 2021 sera de nouveau construit avec un avenir fiscal incertain. En effet, outre les impôts de production, l'Etat envisage de supprimer progressivement les taxes dites à faible rendement soit 7 nouvelles suppressions annoncées à ce jour. En ce qui concerne notre commune, nous espérons que la taxe sur les pylônes électriques, qui représente près de 200 K€, ne soit pas un jour abrogée.

**Pour 2021, nous proposons de bâtir notre Rapport d'Orientations Budgétaires sur une progression « optimiste » des impôts locaux soit +332 k€ par rapport au CAA 2020 qui se justifie par une hausse de +0.9% des bases de la Taxe d'habitation, par l'intégration des allocations compensatrices aux bases de la TH et une valorisation de +1% sur les bases de Taxe foncière sur les Propriétés Bâties hors locaux à usage professionnel et commercial.**

#### Prospective 2020 – 2021 des produits de fonctionnement :

RECETTES réelles de l'Exercice (en €)	CAA 2020	BP 2020	BP 2021	Evolution de BP 2020 à BP 2021 (en %)
<b>TOTAL des recettes réelles de fonct.</b>	<b>59 011 069</b>	<b>58 658 304</b>	<b>58 686 623</b>	<b>+0.05%</b>
Produits des services – chapitre 70	1 702 480	1 986 432	1 962 652	-1.20%
Fiscalité propre - compte 73111, 7318 & FNGIR	18 586 043	18 431 617	18 917 791	+2.64%
<i>Dont allocations compensatrices dès 2021</i>	–	–	257 532	–
FPIC – compte 7325	0	0	0	–
Fiscalité reversée - AC	31 836 230	31 836 230	31 836 230	–
Fiscalité reversée - DSC	4 375 882	4 375 882	4 130 434	-5.61%
Concours financiers de l'Etat - chapitre 74	640 772	545 133	317 455	-41.77%
<i>Dont DGF</i>	0	0	0	–
<i>Dont allocations compensatrices</i>	257 532	240 683	–	–

(CAA : Compte Administratif Anticipé)

Évolution BP 2020 à BP 2021 des recettes de fonctionnement : +0.05% ou 28 319 €

Cette projection financière confirme pour 2021 une très légère augmentation des recettes de fonctionnement qui résulte de la seule évolution des bases d'imposition.

Cette évolution de nos recettes de fonctionnement est à mettre en relation avec l'évolution de nos dépenses de manière à établir les perspectives d'évolution de nos épargnes et de notre enveloppe d'investissement.

#### Prospective 2020 - 2021 des charges de fonctionnement :

DEPENSES réelles de l'Exercice (en €)	CAA 2020	BP 2020	BP 2021	Evolution de BP 2020 à BP 2021 (en %)
<b>TOTAL des dépenses réelles de fonct.</b>	<b>54 303 069</b>	<b>55 201 269</b>	<b>55 225 980</b>	<b>+0.04%</b>
Charges à caractère général - chapitre 011	8 400 187	8 932 687	9 145 520	+2.38%
Charges de personnel - chapitre 012	26 834 100	27 034 100	27 102 441	+0.25%
FPIC (en déduction de la DSC) - chapitre 014	0	0	0	–
FNGIR – chapitre 014	2 926 355	2 926 355	2 926 355	–
Contribution au redressement des finances publiques - chapitre 014	1 544 369	1 544 369	1 544 369	–
Autres charges de gestion courante - chapitre 65	10 099 168	10 073 808	9 945 295	-1.28%
Charges financières - chapitre 66	411 524	430 000	378 000	-12.09%
Charges exceptionnelles - chapitre 67	4 081 866	4 075 500	4 078 500	+0.07%
<i>Dont le versement au Budget Annexe</i>	200 000	275 000	0	–

(CAA : Compte Administratif Anticipé)

Évolution BP 2020 à BP 2021 des dépenses de fonctionnement : +0.04% ou +24 711 €

Pour la 7<sup>ème</sup> année consécutive, la commune maintient ses efforts pour maintenir le même niveau de « Services à la population » tout en affichant une baisse de ses dépenses de fonctionnement « hors masse salariale et dépenses imprévues » de -5.71% sur la période 2013-2021.

#### ❖ Perspectives d'évolution du chapitre 011 :

Notre objectif est une stabilisation du chapitre 011 *tout en tenant compte de l'inflation* soit de BP à BP une hausse de +2.10% ou +156 333 € hors fluides.

→ Il est important de rappeler l'effort considérable de la commune sur la gestion de ses dépenses courantes tout en maintenant le même niveau de prestation à la population. En effet, entre 2013 et 2021, le chapitre 011 a diminué de -9.9% ou -1 M€.

#### ❖ Perspectives d'évolution du chapitre 65 :

Dépenses en €	CAA 2020	BP 2020	BP 2021
Subventions et participations	9 713 998	9 713 998	9 560 545
Autres charges de gestion courante	385 170	359 810	384 750
<b>Total</b>	<b>10 099 168</b>	<b>10 073 808</b>	<b>9 945 295</b>

De BP à BP, la baisse du chapitre 65 est de 128 k€ ou -1.28%.

→ Entre 2013 et 2021, l'effort constaté sur ce chapitre est de -16.15% ou - 1.9 M€.

#### ❖ Perspectives d'évolution du chapitre 014 :

Dépenses en €	CAA 2020	BP 2020	BP 2021
FNGIR	2 926 355	2 926 355	2 926 355
CRFP	1 544 369	1 544 369	1 544 369
DIVERS	500	500	500
<b>Total</b>	<b>4 471 224</b>	<b>4 471 224</b>	<b>4 471 224</b>

⇒ FOCUS sur les prélèvements sur la fiscalité :

Sur la période 2013 - 2021, voici l'évolution des prélèvements sur la fiscalité :

Chap. 014	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CAA 2020	BP 2021	TOTAL
FNGIR	2 926 355	2 926 355	2 926 355	2 926 355	2 926 355	2 926 355	2 926 355	2 926 355	2 926 355	<b>26.3 M€</b>
CRFP	-	416 688	272 213	1 033 029	1 544 369	1 544 369	1 544 369	1 544 369	1 544 369	<b>9.4 M€</b>
FPIC	333 260	506 957	687 347	995 622	1 207 431	1 227 353	1 240 902	1 254 552	1 500 000	<b>9 M€</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 259 615</b>	<b>3 850 000</b>	<b>3 885 915</b>	<b>4 955 006</b>	<b>5 678 155</b>	<b>5 698 077</b>	<b>5 711 626</b>	<b>5 725 276</b>	<b>5 970 724</b>	<b>44.7 M€</b>

Pour conclure sur la section de fonctionnement, tous nos efforts pour contenir les dépenses de fonctionnement ne peuvent effacer ces prélèvements sur la fiscalité qui représentent, pour 2021, 10.81% des dépenses totales de fonctionnement. Pour autant, ces efforts nous permettent de stabiliser notre épargne brute 2021 au même niveau que 2020.

## ⇒ Perspectives d'évolution de l'Epargne Brute et l'Epargne nette

Epargne en €	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CAA 2020	BP 2021
Epargne Brute	5.5 M€	4.6 M€	3.7 M€	3.3 M€	4.3 M€	4.3 M€	4.2 M€	4.3 M€	3.5 M€
Epargne Nette	2.5 M€	1.6 M€	0.6 M€	0.5 M€	1.7 M€	1.7 M€	1.6 M€	1.9 M€	1 M€

Au BP 2020, l'épargne brute était de 3.5 M€ et l'épargne nette à 1M€.

## ⇒ La section d'investissement

❖ Les recettes d'investissement se composent comme suit :

Recettes d'investissement en €	CAA 2020	BP 2020	BP 2021
Autofinancement (hors cessions)	4 338 437	3 457 035	3 460 643
FCTVA	495 288	553 288	656 308
Emprunt	2 500 000	2 500 000	2 500 000
Cessions	369 563	397 945	317 990
Subventions	451 448	449 363	493 621
Remboursement prêt au personnel	6 503	6505	1 570
Dépôt et garantie	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>8 161 239</b>	<b>7 364 136</b>	<b>7 430 133</b>

- Subventions prévues sur la période 2019-2020-2021 pour l'aménagement des chemins de ronde :
  - ✓ Fonds de Concours CUD : 1.050 M€ ;
  - ✓ Subvention du Département : 0.400 M€.

❖ Ces recettes d'investissement permettent d'ouvrir des dépenses d'investissement à hauteur de :

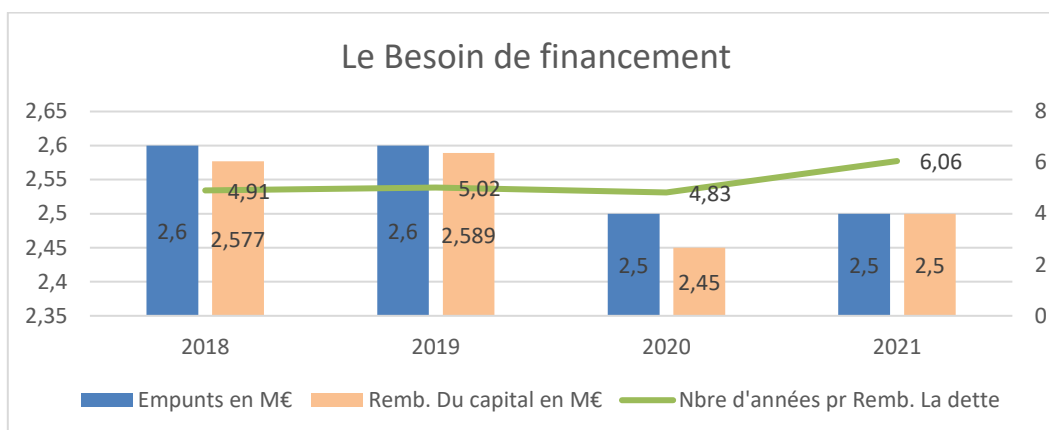
Dépenses d'investissement en €	CAA 2020	BP 2020	BP 2021
Dépenses d'équipement – chapitres 20 à 23	5 893 000 (dont les reports)	4 913 136	4 929 133
Remboursement du capital	2 450 000	2 450 000	2 500 000
Dépôt et garantie	1 000	1 000	1 000
<b>TOTAL</b>	<b>8 344 000</b>	<b>7 364 136</b>	<b>7 430 133</b>

## ⇒ Perspectives d'évolution de la dette communale

	2019	2020	2021
Encours de la dette au 31/12	20 898 365	20 966 097	20 972 298
Montant emprunté	2 600 000	2 500 000	2 500 000
Annuité en capital de la dette	2 589 337	2 450 000	2 500 000
Intérêts de la dette	419 389	411 524	378 000
Taux d'endettement (encours dette/RRF)	35.13%	35.53%	35.74%
Charge de la dette (annuité dette/RRF)	5.06%	4.85%	4.90%
Nombre d'années d'Epargne Brute nécessaires au remboursement de la dette	5.02	4.83	6.06

Pour rappel, sur la période 2000 - 2021, l'encours de la dette devrait diminuer de 26.217 M€ soit un désendettement à hauteur de 55,56%.

Dette au 31/12/2000 en millions d'euros	Dette du 31/12/2020 en millions d'euros
47,189	20,972



⇒ **Le Plan Pluriannuel d'investissement sur période 2019 - 2021 :**

**Voici en exemple et par thématique, une liste non exhaustive de projets à arbitrer lors du vote du budget :**

THEMATIQUES	CA 2019	CAA 2020	2021
<b>BATIMENT</b>	<i>Dont</i> Locaux Delta/AGIR : 951 k€ Jardin de Lecture : 601 k€ Les écoles : 135 k€ Les restaurants scolaires : 21 k€ Club house rugby & colomb. : 118 k€ Sportica : 212 k€ Chaufferies : 143 k€ Chalet d'Entremont : 25 k€ Poudrière Bracq : 21 k€ ...	<i>Dont</i> Locaux Delta/AGIR : 73 k€ Jardin de Lecture : 175 k€ Les écoles : 188 k€ Les restaurants scolaires : 4 k€ Arsenal : 245 k€ Club house char à voile : 70 k€ Centre administratif : 105 k€ Ex-cinéma Merlen : 60 k€ Ferme Daullet : 45 k€ Sportica : 80 k€ Chaufferies : 172 k€ Chalet d'Entremont : 0 k€ Poudrière & blockhaus : 562 k€ Phare : 7 k€ ...	<i>Dont</i> — Les écoles : 174 k€ Les restaurants scolaires : 221 k€ Arsenal : 76.8 k€ Char à voile : 70 k€ Ex-cinéma Merlen : 30 k€ Sportica : 381 k€ Chaufferies : 170 k€ Chalet d'Entremont : 0 k€ Poudrière & blockhaus : 40 k€ Phare : 615 k€ ...
<b>AMENAGEMENT</b>	<i>Dont</i> Chemin de Ronde : 1.286 M€ Etude Zone Cartonnerie : 32 k€ ...	<i>Dont</i> Chemin de Ronde : 1.6 M€ Etude Zone Cartonnerie : 29 k€ ...	<i>Dont</i> Chemin de Ronde : 1.15 M€ Jardins familiaux : 177 k€ ...
<b>MATERIEL, MOBILIER, SIGNALETIQUE</b>	<i>Dont</i> Matériel écoles/RAM/restaurants : 30 k€ Matériel pour éqpmts culturels : 105 k€ Matériel festif : 20 k€ Matériel sportif et cavalerie : 93 k€ Matériel informatique/téléphonique/ Serveur/TBI/vidéo protection, ... : 178 k€ Matériel/mobilier de bureau : 61 k€ Matériel de transport : 47 k€ Aire de jeux : 117 k€ Illuminations de Noël : 13 k€ ...	<i>Dont</i> Matériel écoles/RAM/restaurants : 37 k€ Matériel pour éqpmts culturels : 85 k€ Matériel festif : 32 k€ Matériel sportif et cavalerie : 144 k€ Matériel informatique/téléphonique/ Serveur/TBI/vidéo protection, ... : 281 k€ Matériel/mobilier de bureau : 56 k€ Matériel de transport : 491 k€ Aire de jeux : 32 k€ Illuminations de Noël : 11 k€ ...	<i>Dont</i> Matériel écoles/RAM/restaurants : 50 k€ Matériel pour éqpmts culturels : 70 k€ Matériel festif : 20 k€ Matériel sportif et cavalerie : 125 k€ Matériel informatique/téléphonique/ Serveur/TBI/vidéo protection, ... : 500 k€ Matériel/mobilier de bureau/PM : 50 k€ Matériel de transport : 132 k€ Aire de jeux : 50 k€ Illuminations de Noël : 10 k€ ...
<b>VOIRIE ET RESEAUX DIVERS</b>	<i>Dont</i> Eclairage Public : 397 k€ Réseau câblé : 171 k€ Aménagement, rénovation parking, chemins, cours d'école ... : 153 k€ ...	<i>Dont</i> Eclairage Public : 287 k€ Réseau câblé : 171 k€ Aménagement, rénovation parking, chemins, cours d'école ... : 95 k€ ...	<i>Dont</i> Eclairage Public : 327 k€ Réseau câblé : 171 k€ Aménagement, rénovation parking, chemins, cours d'école ... : 150 k€ ...
<b>TOTAL</b>	<b>6.2 M €</b>	<b>5.9 M €</b>	<b>4.9 M €</b>



## C. Les Ressources Humaines

### a. Structure des effectifs

Répartition des agents de la Ville de Gravelines au 1<sup>er</sup> octobre 2020 par catégories hiérarchiques et catégories de rémunération.

		Catégorie							TOTAL	
		A		B		C		Hors catégorie		
		Nombre	ETP	Nombre	ETP	Nombre	ETP	Nombre		
Titulaires	IS-IT	26	25,5	91	89,1	412	401,3		529	515,9
Non titulaires	IC	1	1						1	1
	IA-IR-IX	1	0,9	13	11,07	57	53,3		71	65,27
Non permanents	Horaires			1	0,39	15	5,09		16	5,48
	Vacataires			8	0,96				8	0,96
	Apprentis							6	6	
	Personnel de l'Etat *							19	19	
		28	27,4	113	101,52	484	459,69	25	650	588,61

\* Rémunération des professeurs des écoles pour la surveillance des cantines et études.

### b. Dépenses de personnel

Répartition des dépenses de personnel par catégories de rémunération pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 octobre 2020.

	Traitement de base	N.B.I.*	Heures Supplémentaires	Régime Indemnitaire + indemnité congés payés	Avantages en nature (nourriture logement)	S.F.T.**	Contributions patronales
Permanents							
Titulaires CNRACL	9 852 473	125 596	158 558	2 554 889	56 482	134 319	5 281 430
Non titulaires	1 058 336		15 267	197 128	2 536	13 810	582 748
Non permanents							
Autres emplois titulaires	20 395					1 136	8 137
Vacataires horaires	102 793				567		90 096
Saisonniers	236 539				103		117 027
Vacataires forfaitaires							
Apprentis	58 621						1 882
Personnel de l'Etat	16 966				652		958

\*N.B.I. : Nouvelle Bonification Indiciaire

\*\* S.F.T. : Supplément Familial de Traitement

### **c. Durée effective du travail**

Une année est constituée de 52 semaines auxquelles sont retirées :

- 5 semaines de congés annuels
- 1 semaine de congés d'ancienneté (de 0 à 2 semaines selon l'ancienneté)
- 1,8 semaine de congés exceptionnels
- 1,6 semaine de jours fériés (forfait de 8 jours)

Soit un total de 42,6 semaines travaillées.

Le temps de travail étant fixé à 35 heures hebdomadaires, la durée effective du travail est de 1 491 heures.

La durée du temps de travail doit passer à 1 607 heures à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, un travail est mené à ce sujet.

### **d. Evolution prévisionnelle des effectifs et dépenses du personnel**

La collectivité poursuit son effort de maîtrise de la masse salariale en limitant les recrutements et en redéployant les effectifs via des mobilités internes.

Une quinzaine d'agents (8 dossiers en cours) devrait faire valoir leurs droits à la retraite en 2021.

L'effectif ne devrait pas subir de variation en nombre et en Equivalent Temps Plein (ETP). L'objectif est la pérennisation des emplois actuels avec notamment la stagiairisation d'emplois déjà présents dans l'effectif.

L'orientation budgétaire fixe la progression pour l'exercice 2021 à +1% de la masse salariale du personnel communal par rapport au Compte Administratif Anticipé 2020, estimé à 26 834 100 €.

## **II. Le Budget Annexe « Chalet d'Entremont »**

### **Préambule**

La ville de Gravelines a entendu mettre en place une procédure de délégation de service public pour l'attribution d'une régie intéressée pour la gestion du Chalet d'Entremont en vue de l'accueil, l'hébergement, le transport, la restauration et l'animation des classes de découvertes, et toutes autres activités compatibles avec l'affectation de l'immeuble.

Suite à la procédure de mise en concurrence, c'est l'association ADP NORD qui a été nommée Régisseur Intéressé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 et ce pour une durée de 5 ans.

Par conséquent, et afin de retranscrire les opérations budgétaires du régisseur intéressé, le Conseil Municipal a délibéré en date du 21 décembre 2016 pour la création du budget annexe « Chalet d'Entremont ».

Le régisseur intéressé assure l'exploitation du service qui lui est confié à ses risques et périls, dans le respect de la législation et des réglementations en vigueur et, notamment de celles touchant à la sécurité, aux autorisations d'hébergement d'enfants, d'agrément de tourisme ou de licences d'agents de voyage, et à la protection de l'environnement.

Dès l'entrée en vigueur du contrat et pendant la durée de la délégation, le régisseur intéressé est seul responsable du bon fonctionnement du service. Il s'engage à exploiter et à maintenir en bon état de marche permanent les équipements mis à disposition, ou acquis en cours d'exécution.

Il prend toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble de ses responsabilités.

Les missions assignées au Régisseur Intéressé sont :

- mission principale : l'accueil des classes de découvertes dites classes de neige des écoles gravelinoises, de janvier à avril, hors période de congés scolaires ;
- autres missions : toute activité compatible avec l'affectation de l'immeuble en donnant une priorité d'accès aux structures, groupes, familles... de Gravelines.

## A. Les orientations budgétaires pour 2021

### a. La section de fonctionnement

#### ⇒ Les recettes de fonctionnement

#### Prospective 2017-2021 des produits de fonctionnement :

RECETTES réelles de l'Exercice (en €)	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CAA 2020	BP 2020	BP 2021	Evolution de BP 2020 à BP 2021 (en %)
<b>TOTAL des recettes réelles de fonct.</b>	<b>310 712</b>	<b>371 907</b>	<b>403 727</b>	<b>261 860</b>	<b>403 537</b>	<b>123 990</b>	<b>-69.27%</b>
Produits des services – chapitre 70	70 944	66 661	102 875	51 560	117 165	113 570	-3.07%
Autres produits de gestion courante – chapitre 75	10 000	10 090	13 580	10 300	11 372	10 420	-8.37%
<i>Dont Redevance versée par le fermier</i>	<i>10 000</i>	<i>10 090</i>	<i>10 249</i>	<i>10 300</i>	<i>10 372</i>	<i>10 420</i>	
Subventions exceptionnelles – chapitre 77	229 768	295 157	287 271	200 000	275 000	0	_%
<i>Dont compte 774</i>	<i>229 768</i>	<i>285 169</i>	<i>281 028</i>	<i>200 000</i>	<i>275 000</i>	<i>0</i>	

Évolution 2020-2021 des recettes de fonctionnement : -69.27% ou -279 547 €

En raison de la crise sanitaire Covid-19 et suite à une décision de l'Education Nationale, il est malheureusement impossible d'accueillir les enfants en séjour de classe de neige au Chalet d'Entremont en 2021.

Le BP 2021 est donc construit avec pour seules recettes, les « autres séjours » et sans la dotation de compensation des classes de neige au chapitre 77.

↪ *Un objectif d'activité 2021 sous réserve d'éventuelles annulations en raison de la situation sanitaire en cours :*

Chapitre 70 (en €)	2017	2018	CA 2019	CAA 2020	BP 2021
<b>Classes de neige</b>	29 175	24 022	28 745	13 672	0
<b>Autres séjours</b>	41 769	42 639	74 131	37 888	113 570

(CAA : Compte Administratif Anticipé)

↪ *La Dotation de compensation des classes de neige :*

Chapitre 77 (en €)	2017	2018	CA 2019	CAA 2020	BP 2021
<b>Compte 774</b>	229 768	285 169	281 028	200 000	0
		<i>Dont 252 414</i> <i>Calculés à la clôture de l'exercice 2018*</i>	<i>Dont 240 852</i> <i>Calculés à la clôture de l'exercice 2019*</i>		
		<i>Dont 32 755</i> <i>Au titre de l'exercice 2017 clôturé</i>	<i>Dont 40 176</i> <i>Dotation complémentaire liée à la fermeture du chalet en 2018</i>		

\* Il est important de préciser que le calcul de cette dotation de compensation des classes de neige est établi à partir du coût d'un hôte payant de classe de neige additionné au coût hôtelier du chalet d'Entremont, c'est-à-dire de l'ensemble des charges hôtelières sur le nombre d'hôtes payants.

↪ *Cette dotation ne peut être calculée qu'à la clôture de l'exercice.*

➤ Les départs en classes de neige de 2017 à 2021 :

	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre d'élèves	224	209	210	92 sur 208 élèves <i>Annulation des séjours 3 et 4 soit 116 élèves</i>	–
Nombre d'enseignants	9	10	9	4 sur 9	–
Accompagnants	–	1	2	–	–

Cette évolution des recettes de fonctionnement pour 2021 est à mettre en relation avec l'évolution des dépenses de manière à établir les perspectives d'évolution de notre épargne brute et de notre enveloppe d'investissement.

### ⇒ Les dépenses de fonctionnement

#### Prospective 2017 - 2021 des charges de fonctionnement :

DEPENSES réelles de l'Exercice (en €)	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CAA 2020	BP 2020	BP 2021	Evolution de BP 2020 à BP 2021 (en %)
<b>TOTAL des dépenses réelles de fonct.</b>	<b>362 348</b>	<b>353 572</b>	<b>383 432</b>	<b>271 633</b>	<b>401 579</b>	<b>120 268</b>	<b>-70.05%</b>
Charges à caractère général - chapitre 011	237 817	227 508	248 796	184 311	249 395	70 842	-71.59%
Charges de personnel - chapitre 012	124 531	123 219	126 334	86 607	151 184	49 426	-67.31%
Autres charges de gestion courante - chapitre 65	—	2 845	1 021	715	1 000	—	-100.00%
Charges financières - chapitre 66	—	—	—	—	—	—	—
Charges exceptionnelles - chapitre 67	—	—	—	—	—	—	—

Évolution 2020-2021 des dépenses de fonctionnement : -70.05% ou -281 311 €

- ❖ Les charges 2021 comprennent les charges fixes liées à la gestion du chalet d'Entremont et les frais d'organisation des « autres séjours ».

### ⇒ Évolution de l'épargne Brute de 2017 à 2021 :

En €	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CAA 2020	BP 2021
Epargne Brute	-51 637	18 336	20 294	-9 773	3 722

## b. La section d'investissement

### ⇒ Les recettes d'investissement

- ❖ Les recettes d'investissement se composent de deux lignes :
  - Des dotations aux amortissements à hauteur de 3 722 € suite aux acquisitions de matériel depuis 2017 par le délégataire.
  - Le FCTVA à hauteur de 605 € estimés à partir du compte administratif 2019.

Ces recettes 2021 permettent d'ouvrir des dépenses d'équipement à hauteur de 4 327 €.